

## Embourbée dans la pauvreté



Les principaux défis du pays sont actuellement l'insécurité alimentaire et la pauvreté. Le Gouvernement ne se préoccupe pas suffisamment des problèmes environnementaux tels que la déforestation, la désertification, l'érosion des sols et la pollution de l'air, alors que les entreprises étrangères continuent de déplacer les petits agriculteurs. Les politiques inadéquates et non durables, les technologies peu appropriées et le manque d'infrastructure dans le secteur rural ajoutés à la désertification, à la déforestation et à la forte incidence des ravageurs et des maladies des plantes ont conduit à l'augmentation de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et à la stagnation du développement. Si les politiques actuelles ne sont pas revues, les tanzaniens seront condamnés à davantage de pauvreté et à souffrir encore plus de la faim.

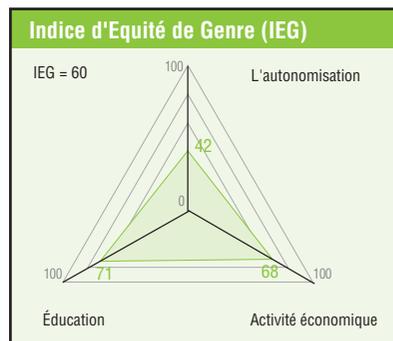
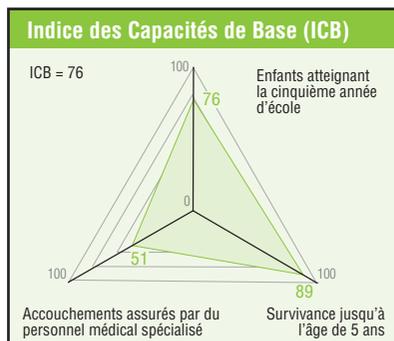
### SAHRiNGON Tanzania

Armando Swenya  
Martina M. Kabisama  
LEDECO  
Clarence Kipobota

L'économie de la Tanzanie dépend fortement de l'agriculture. Celle-ci emploie 80 % de la main d'œuvre, représente 40 % du produit intérieur brut (PIB) et génère 85 % des exportations<sup>1</sup>. En 2010, 74 % de la population habitait en zone rurale alors que 26 % habitait des régions urbaines<sup>2</sup>. Cependant la migration de la campagne vers les villes est en train d'augmenter, surtout à cause de l'inégalité de l'offre des services sociaux. L'agriculture et l'élevage, qui sont les principaux facteurs d'allègement de la pauvreté, se trouvent alors dans une situation de plus en plus délicate. Le Gouvernement ne s'occupe que très peu de la pauvreté, de la sécurité alimentaire et du développement, en dépit de ses différentes politiques et stratégies, comme par exemple la Stratégie nationale pour la croissance et la réduction de la pauvreté (que l'on connaît localement par son acronyme en swahili MKUKUTA) et la Vision 2025 pour le développement national.

### La pauvreté s'étend

La Tanzanie fait partie des pays les plus reculés du monde, elle occupe la 128<sup>ème</sup> place sur un total de 169 pays en ce qui concerne l'Indice de développement humain en 2010<sup>3</sup>. Le Produit national brut (PNB) réel a augmenté de 6 % en 2009 par rapport à 7,4 % en 2008 ; le Gouvernement a attribué ce ralentissement à l'impact de la crise financière mondiale et aussi à la sécheresse de 2008-2009, qui a touché la production agricole, la génération d'énergie hydraulique et la production industrielle<sup>4</sup>. De plus, bien que l'agriculture emploie une très grande quantité de main d'œuvre, cela fait au moins six ans que la dotation du secteur



ne dépasse pas 7 % du budget national. D'après l'Enquête de 2007 sur les revenus des foyers, environ 33,5 % des tanzaniens continentaux vivent en-dessous du seuil de pauvreté (besoins essentiels), alors que 16,6 % vivent en-dessous du seuil d'indigence (besoins alimentaires)<sup>5</sup>. Le nombre de pauvres a augmenté de 1,3 million pendant les dernières années<sup>6</sup> et le taux de chômage est en train d'augmenter : quelque 11,7 millions de personnes potentiellement actives manquent d'emploi<sup>7</sup>. De plus, l'écart entre les riches et les pauvres s'accroît<sup>8</sup>.

Bien que la Tanzanie possède des lois sur les investissements, il existe de nombreux problèmes en ce qui concerne les investissements étrangers directs, par exemple la passation de contrats miniers suspects (Buzwagi, Richmond et Dowans et IPTL) entre le Gouvernement et des investisseurs étrangers<sup>9</sup>. D'autre part il y a chaque fois plus d'appropriations de terres par les organismes appartenant à l'État qui favorisent les investisseurs étrangers.

La politique de la porte ouverte du Centre tanzanien d'investissements (TIC, pour son sigle en anglais), destinée à attirer des investisseurs étrangers, a nuit à la population locale. Les petites et moyennes entreprises ne peuvent pas faire jouer la concurrence car elles manquent de capitaux suffisants et d'expérience commerciale. Les habitants des villages sont alors déplacés de force pour laisser la place aux entreprises étrangères.

### Défis environnementaux et pour la santé

La déforestation est l'un des principaux problèmes du pays. En dépit du fait que 40 % du territoire est composé de parcs protégés, il existe une forte réduction des forêts dans certaines régions. En général la couverture forestière a diminué de 15 % entre 1990 et 2005, mais les taux de déforestation ont beaucoup augmenté depuis 2000<sup>10</sup>. La dégradation des sols (conséquence de la sécheresse récente), la désertification et la perte de biodiversité (en 2001, 22 espèces de mammifères de Tanzanie, 30 espèces d'oiseaux et 326 espèces de plantes étaient en voie d'extinction) sont aussi inquiétantes<sup>11</sup>. Les habitats marins sont également menacés par les dégâts que subissent les récifs coralliens, principalement à cause de la pêche à la dynamite<sup>12</sup>.

Dans les sites miniers, l'érosion de la terre et la pollution sont spécialement préoccupantes. Par exemple, en janvier 2009 North Mara Gold Mines a

1 CIA, *The World Factbook: Tanzania*, (mai 2011), <www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/tz.html >.

2 Ibid.

3 PNUD, *Rapports sur le Développement Humain 2010 – The Real Wealth of Nations: Pathways to Human Development*, (New York, 2010), <hdr.undp.org/es/informes/mundial/idh2010/capitulos/en/>.

4 Ministère des finances et des affaires économiques, *The Economic Survey 2009*, (Dar es Salam: juin 2010), <www.tanzania.go.tz/economicsurvey/1/2009/THE%20ECONOMIC%20SURVEY%202009.pdf>.

5 Legal and Human Rights Centre (LHRC), *Tanzania Human Rights Report 2009*, (Dar es Salam: 2009), <www.humanrights.or.tz/wp-content/uploads/2010/10/Tanzania-Human-Rights-Report-2009.pdf>.

6 Banque Mondiale, *Tanzania: Country Brief*, <go.worldbank.org/7SUHE823VO>.

7 Jamhuri ya Muungano wa Tanzania, *Maoni ya Watanzania Kuhusu Ukuaji wa Uchumi na upunguzaji Umaskini na Kipato, Hali yao ya Maisha na Ustawi wa jamii na Utawala Bora na Uwajibikaji*, (2007).

8 Trading Economics, *Gini Index in Tanzania*, <www.tradingeconomics.com/tanzania/gini-index-wb-data.html>.

9 Parlement de la République Unie de Tanzanie, transcription du débat de la 44<sup>ème</sup> session, (le 14 août 2007), <www.ereto-npp.org/.../Walsh\_2007\_Pastoralism\_and\_Policy\_Processes\_in\_Tanzania.pdf>.

10 Mongabay.com, *Tanzania*, <rainforests.mongabay.com/20tanzania.htm>.

11 Encyclopedia of the Nations, *Tanzania – Environment*, <www.nationsencyclopedia.com/Africa/Tanzania-ENVIRONMENT.html>.

12 Ibid.

entassé quelque 2000 tonnes de déchets toxiques sans aucune précaution et sans faire une évaluation de l'impact sur les communautés environnantes. À la saison des pluies, ces déchets ont été emportés vers le fleuve Tighite, qui arrose les villes de Nyakunsuru, Nyamone et Weigita dans la région de Mara entraînant ainsi la mort de poissons et d'arbres<sup>13</sup>.

### Agriculture et sécurité alimentaire

Les problèmes dans le secteur agricole sont le manque de politiques et de pratiques agricoles adéquates et la pénurie d'un fonds de budget agricole ainsi que la mauvaise utilisation de ce qui existe. De plus, les techniciens agricoles sont peu motivés et manquent d'expérience.

Un autre obstacle pour la durabilité de l'agriculture est la dépendance de partenaires pour le développement, puisque la plus grande partie du budget pour le développement est issue de donateurs. En fait, dans le budget 2010 la totalité des fonds attribués provenaient de partenaires pour le développement<sup>14</sup>. Avec ce faible budget, les agriculteurs et les éleveurs ne peuvent pas faire face à l'insécurité alimentaire, et leurs maigres revenus ne sont pas suffisants pour leur assurer un niveau de vie minimum.

Le pays possède différentes politiques et lois en matière de sécurité alimentaire. Par exemple, la Loi de sécurité alimentaire de 1991 a mis en place le Bureau de sécurité alimentaire chargé de surveiller la création et la gestion d'une réserve stratégique de graines. D'autres mécanismes institutionnels à cet effet sont l'Agence pour la réserve nationale d'aliments (NFRA, pour son sigle en anglais) et la Division nationale de sécurité alimentaire. L'objectif de ce premier organisme est de maintenir une réserve de nourriture optimale au niveau national pour faire

face au désapprovisionnement local et de pouvoir couvrir les besoins urgents en nourriture ainsi que d'assurer la sécurité alimentaire nationale en s'occupant efficacement et de façon économe de l'achat et de l'approvisionnement en aliments.

Cependant, en dépit de tous ces efforts, le danger persiste. Par exemple, en juin 2009 le ministère de l'Agriculture a annoncé une grave pénurie d'aliments dans le district de Chamwino dans la région de Dodoma, empêchant 17 080 foyers de se procurer les aliments nécessaires au quotidien. 63,5 millions de kilos d'aliments sont nécessaires pour pouvoir couvrir leurs besoins essentiels, mais la production obtenue en 2008-2009 n'a été que de seulement 12,17 millions de kilos<sup>15</sup>.

Cela est dû en partie au fait que les institutions mises en place par la loi de Sécurité alimentaire ont pris des mesures inadéquates, que l'on a utilisé des technologies peu appropriées, qu'il existe une avancée de la désertification, de la déforestation et une forte incidence des ravageurs et des maladies des plantes ainsi qu'une infrastructure rurale et des institutions rurales faibles manquant de financement.

### Les défis de la durabilité

Depuis 1990 la Tanzanie a mis en place une stratégie de développement durable qui tient particulièrement compte des questions environnementales. En 1994 un Plan d'action national pour l'environnement a été établi, ce qui a conduit à approuver la Politique nationale pour l'environnement en 1997 et à rédiger la Stratégie nationale pour le développement durable en 2000<sup>16</sup>.

Cependant, en dépit de ces politiques, le pays n'a pas réussi à faire face aux défis environnementaux. Cela est dû principalement à l'insuffisance des mécanismes institutionnels de coordination, à la

capacité limitée du Gouvernement en matière de gestion environnementale et à la faible participation des autorités et des communautés locales dans la gestion et la conservation de l'environnement. La pauvreté est aussi un élément clé : elle augmente la dégradation de l'environnement, par exemple l'utilisation de bois comme source d'énergie, ce qui contribue à la déforestation et à l'érosion des sols ; en même temps, la dégradation de l'environnement contribue à intensifier et perpétuer la pauvreté. L'utilisation d'énergie est caractérisée dans tout le pays par la grande consommation de sources d'énergie traditionnelles telles que le bois pour la cuisson des aliments et le kérosène pour l'éclairage. En plus, les prix élevés des dérivés du pétrole (le kérosène particulièrement) et l'augmentation du prix de l'électricité pourraient faire que la demande urbaine et rurale d'énergie retourne à l'utilisation des carburants traditionnels<sup>17</sup>.

### Conclusion

Afin d'atteindre un développement économique durable, le Gouvernement devra, par exemple, se concentrer sur le développement rural, l'amélioration agricole et le renforcement économique de la population rurale. Le Gouvernement doit aussi améliorer la transparence des contrats établis avec les investisseurs étrangers et également renforcer l'autonomisation juridique et économique des producteurs et des commerçants locaux. De même, il est nécessaire d'aborder les problèmes tels que le chômage et la fracture de plus en plus grande entre les pauvres et les riches. Tant que des sujets tels que l'enveloppe budgétaire pour l'agriculture et la sécurité alimentaire restent au second plan, les tanzaniens continueront de souffrir de la faim et de la pauvreté. ■

13 LHRC, op. cit., p. 134-35.

14 Policy Forum, *The Citizens' Budget: A Simplified Version of the National Budget 2010/11*, (Dar es Salam: 2010), <[www.policyforum-tz.org/files/CBenglish2010.pdf](http://www.policyforum-tz.org/files/CBenglish2010.pdf)>.

15 LHRC, op. cit., p. 121.

16 B. Makiya Lyimo, *Energy and Sustainable Development in Tanzania*, Helio International/ Sustainable Energy Watch, (2006), <[www.helio-international.org/uploads/Tanzania-EN.pdf](http://www.helio-international.org/uploads/Tanzania-EN.pdf)>.

17 Ibid.